



Madame Najat VALLAUD-BELKACEM
Ministre de l'Education nationale
de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
110, rue de Grenelle
75357 Paris SP 07

JCM/HR/AAA

Paris, le 27 octobre 2014

Madame la Ministre,

Pour avoir rencontré des professeurs des écoles et des instituteurs dont de nombreux directeurs d'école, je veux me faire l'écho auprès de vous de leur état d'esprit concernant la consultation nationale que vous organisez sur les nouveaux programmes de l'école maternelle et le socle commun de connaissances, de compétences et de culture.

L'avis partagé par le plus grand nombre d'entre eux est que vos programmes, les programmes de l'école du socle, sont déjà prêts et ils expriment le sentiment d'être quelque peu ignorés dans leur fonction d'enseignant.

Vous mettez en avant une concertation très large avec tous les personnels, avec la communauté scolaire, comme si elle était homogène. Les enseignants estiment quant à eux que vous voulez, avec cette concertation, essayer d'entériner l'école territoriale qui se décline presque partout de la même façon avec la réforme des rythmes scolaires : acteurs multiples intervenant dans l'école à différents titres, polyvalence des locaux scolaires, remise en question du principe de laïcité par les associations qui interviennent, multiples problèmes de sécurité pour les élèves, horaires de ménage à ajustement variable.

Vous parlez d'enseigner pour tous un « vivre ensemble ». Les enseignants que j'ai rencontrés pensent que les nouveaux programmes pour lesquels il y a dans certaines villes une consultation, dans d'autres pas, dessinent en creux une école inégalitaire dont la qualité serait liée à l'ambition municipale et au rôle des parents d'élèves en matière d'éducation et où le « vivre ensemble » se résumerait à un « vivre entre soi » adaptable et modulable en fonction des us et coutumes locaux.

Vous connaissez, Madame la Ministre, l'attachement de la confédération FORCE OUVRIERE à l'école de la République. Vous savez donc que cet attachement a pour corollaire le souci que ses maîtres et ses professeurs restent des fonctionnaires de l'Etat, seuls à même d'assurer la dimension républicaine nationale et laïque de l'enseignement sur tout le territoire de la République.

Les enseignants sont attachés à leur mission et à l'école républicaine et, comme beaucoup d'autres fonctionnaires de l'Etat, ils ont le sentiment de ne plus pouvoir remplir efficacement leur mission. Dans le contexte des concertations multiples que vous suscitez, j'ai pensé que ce rappel de nos positions fondamentales en écho aux réactions spontanées des enseignants qui m'ont fait part de leur exaspération avait une utilité dans le débat public.

Veillez agréer, madame la Ministre, l'expression de ma très haute considération.


Jean-Claude MAILLY
Secrétaire Général

Confédération Générale du Travail FORCE OUVRIERE
141, avenue du Maine - 75680 PARIS Cedex 14
Téléphone : 01 40 52 82 00 - Télécopie : 01 40 52 82 02
www.force-ouvriere.fr